

9. Verdachte periode

Art. 2.7.1.0.5 VCF :

§ 1. De goederen waarvan de bevoegde entiteit van de Vlaamse administratie het bewijs levert dat de erfflater er kosteloos over beschikte gedurende de drie jaar vóór zijn overlijden, worden geacht deel uit te maken van zijn nalatenschap, tenzij de bevoordeling onderworpen is aan de schenkbelasting of het registratierecht op de schenkingen onder de levenden. De erfgenamen of legatarissen hebben een verhaalsrecht ten aanzien van de begiftigde voor de successierechten die op die goederen voldaan zijn.

Als door de bevoegde entiteit van de Vlaamse administratie of door de erfgenamen en legatarissen bewezen wordt dat de bevoordeling toekwam aan een bepaalde persoon, wordt die als legataris van de geschonken zaak beschouwd.

Voor de toepassing van deze paragraaf wordt een bevoordeling waarvoor een vrijstelling van de schenkbelasting is toegepast, gelijkgesteld met een bevoordeling die aan de schenkbelasting of aan het registratierecht op de schenkingen onder de levenden is onderworpen.

§ 2. De termijn van drie jaar, vermeld in paragraaf 1, wordt evenwel op zeven jaar gebracht als het gaat om aandelen en activa als vermeld in artikel 2.8.6.0.3.

De termijn van zeven jaar, vermeld in het eerste lid, wordt teruggebracht tot drie jaar als de kosteloze beschikking dagtekent van voor 1 januari 2012.

De schenking van activa van familiale ondernemingen of aandelen van familiale vennootschappen, waarbij de voorwaarden van artikel 2.8.6.0.3, § 1 VCF voldaan zijn, kan geregistreerd worden. Bij deze registratie zal, indien aan de formaliteiten voldaan is, de vrijstelling van de schenkbelasting worden toegepast.

Indien deze schenkingen niet ter registratie worden aangeboden, wordt de verdachte periode van 3 jaar verlengd tot 7 jaar.

Het feit of de activa van een familiale onderneming of de aandelen van een familiale vennootschap activa of aandelen zijn bedoeld in artikel 2.8.6.0.3. VCF, wordt beoordeeld op het ogenblik van de schenking zelf.

Tot slot dient nog aangehaald te worden dat artikel 2.7.1.0.5 VCF enkel bepaalt dat indien voor een bepaalde schenking geen registratierechten werden betaald of geen vrijstelling werd verleend, deze schenking in de nalatenschap zal vallen. Dit zorgt ervoor dat de schenking zal onderworpen worden aan de erfbelasting.

Bij schenking van een onderneming/vennootschap waarbij de schenker overlijdt vóór registratie van de schenkingsakte, kunnen de erfgenamen het verminderd tarief aanvragen in de aangifte van nalatenschap voor zover aan de voorwaarden bepaald in artikel 2.7.4.2.2 VCF is voldaan.

Annemie Turtelboom,

Vlaams minister van Begroting, Financiën en Energie

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST**SERVICE PUBLIC DE WALLONIE**

[2015/205981]

29 OCTOBRE 2015. — Accord de coopération entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française concernant le Service francophone des Métiers et des Qualifications (en abrégé SFMQ)

Vu les articles 1^{er}, 39, 127, 128, 134 et 138 de la Constitution;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 92bis, § 1^{er}, inséré par la loi spéciale du 8 août 1988 et modifié par la loi spéciale du 16 juillet 1993;

Vu le décret II du Conseil de la Communauté française du 19 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Vu le décret II du Conseil régional wallon du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Vu le décret III de la Commission communautaire française du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Commission communautaire française;

Considérant la volonté du Plan Marshall 4.0 wallon de valoriser le capital humain et de soutenir une politique de formation et d'orientation pour renforcer les possibilités d'emploi, en synergie avec les compétences de la Communauté française;

Considérant la volonté de la Commission communautaire française de donner priorité au développement des profils de formation, en cohérence avec les politiques croisées emploi-formation;

Considérant la recommandation du Parlement européen et du Conseil du 23 avril 2008 établissant le cadre européen des certifications pour l'apprentissage tout au long de la vie;

Considérant la recommandation du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2009 établissant le système européen de crédits d'apprentissages pour l'enseignement et la formation professionnels (ECVET);

Considérant la recommandation du 18 juin 2009 du Parlement européen et du Conseil relative à l'établissement d'un cadre européen de référence pour l'assurance de la qualité dans l'enseignement et la formation professionnels (CERAQ-EQAVÉT);

Considérant l'accord de coopération conclu le 20 mars 2014 entre la Communauté française et la Région wallonne et la Commission communautaire française, relatif à la mise en oeuvre des bassins Enseignement qualifiant - Formation Emploi;

Considérant l'accord de coopération conclu le 26 février 2015 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française concernant la création et la gestion d'un Cadre francophone des certifications, en abrégé « C.F.C. »;

Considérant la nécessité de renforcer les liens entre le monde du travail et les acteurs de la Formation professionnelle et de l'Enseignement qualifiant;

Considérant que le métier doit rester la référence afin d'offrir à l'élève et à l'apprenant un cursus scolaire et un parcours de formation qualifiants le plus complet possible;

Considérant la volonté de doter l'Enseignement qualifiant, la Formation professionnelle et le Consortium de validation des compétences d'un langage commun et de références communes;

Considérant qu'il est fondamental de faciliter pour le citoyen l'apprentissage tout au long de la vie en garantissant davantage de lisibilité et de cohérence au parcours de formation tant en Belgique francophone qu'en Europe;

Considérant que les acteurs de l'Enseignement qualifiant, de la Formation professionnelle et du Consortium de validation des compétences pourront garantir une prise en compte des acquis de l'apprenant et lui donner la possibilité de poursuivre son parcours de formation sans rupture tant en Belgique qu'en Europe;

Considérant que ces références communes permettront aux acteurs de l'Enseignement qualifiant, de la Formation professionnelle et du Consortium de validation des compétences, de développer des programmes d'enseignement, des référentiels formation et de validation de compétences adaptés à leurs missions, structures et moyens propres; ces références communes contribueront également au développement d'un système harmonisé dans toutes les Régions et Communautés;

La Communauté française, représentée par son Gouvernement en la personne de son Ministre-Président, M. Rudy Demotte, en la personne de sa Vice-Présidente et Ministre de l'Education, de la Culture et de l'Enfance, Mme Joëlle Milquet, et en la personne de sa Ministre de l'Enseignement de promotion sociale, Mme Isabelle Simonis,

La Région wallonne, représentée par son Gouvernement en la personne de son Ministre-Président, M. Paul Magnette, et en la personne de sa Ministre de l'Emploi et de la Formation, Mme Eliane Tillieux,

et

la Commission communautaire française, représentée par son Collège en la personne de sa Présidente, Mme Fadila Laanan, et en la personne de son Ministre de la Formation professionnelle, M. Didier Gosuin;

Ci-après dénommées les parties à l'accord, ont convenu d'abroger l'accord de coopération du 27 mars 2009 concernant la création du Service francophone des Métiers et des Qualifications et de le remplacer par un nouvel accord de coopération rédigé comme suit :

CHAPITRE I^{er}. — Définitions et champ d'application

Article 1^{er}. Les acteurs de l'Enseignement qualifiant, de la Formation professionnelle et du Consortium de validation des compétences utilisent un langage commun dont les notions fondamentales qui déterminent leurs activités sont définies comme suit :

1° "Enseignement qualifiant" : enseignement secondaire ordinaire, enseignement spécialisé de formes 3 et 4, enseignement secondaire de promotion sociale;

2° "Métier" : ensemble cohérent d'activités professionnelles réalisées par une personne dans le cadre d'un processus productif;

3° "Grappe de métiers" : énumération structurée de l'ensemble des métiers liés par un même type de production, de services visant à préciser la portée d'un métier par rapport aux métiers voisins, à déterminer les éventuelles parties communes entre métiers, à hiérarchiser les métiers au sein de la grappe en fonction de différents critères (autonomie relative, complexité des activités et des contextes, aspects intersectoriels...), à cerner une zone de mobilité professionnelle et permettre aux opérateurs d'enseignement et de formation d'anticiper des parcours de formation; la grappe précise aussi l'accroche des métiers au Répertoire Opérationnel des Métiers et des Emplois (Rome V3), répertoire commun aux autres régions de Belgique, à la France et au grand-duché de Luxembourg);

4° "Référentiel métier" : le document qui définit le métier en termes de productions, de missions et de services attendus, le situe par rapport aux métiers proches, au niveau de responsabilité et au niveau de spécialisation; il reprend l'intitulé du métier et ses appellations synonymes ainsi que la traduction néerlandaise, allemande et anglaise de l'intitulé du métier visé :

5° "Référentiel de compétences professionnelles" : le document qui liste les activités-clés du métier ciblé et les compétences professionnelles associées;

6° "Profil métier" : le document qui regroupe :

a) la grappe de métiers dans laquelle s'inscrit le métier ciblé;

b) le référentiel métier;

c) le référentiel de compétences professionnelles;

7° "Profil de formation" : le document qui définit les unités d'acquis d'apprentissage associées aux activités clés du métier, qui comprend également un profil d'évaluation et un profil d'équipement; le profil de formation reprend la traduction néerlandaise, allemande et anglaise de l'intitulé du métier visé;

8° "Acquis d'apprentissage" : l'énoncé de ce que l'apprenant sait, comprend et est capable de réaliser au terme d'un processus d'apprentissage;

9° "Unité d'acquis d'apprentissage" : l'ensemble cohérent d'acquis d'apprentissage qui peut être évalué et validé;

10° "Activités clés" : les activités indispensables pour remplir les missions qui sont confiées au travailleur dans le cadre de son métier (elles correspondent généralement aux services attendus du travailleur);

11° "Profil d'évaluation" : le profil qui détermine, pour chaque unité d'acquis d'apprentissage (UAA), un cadre d'évaluation fournissant les éléments nécessaires à la construction d'épreuves (situation d'évaluation, tâches, conditions de réalisation...) et des grilles d'évaluation (critères, indicateurs globalisants, conditions de réussite); ce cadre précise donc, pour chaque UAA, les caractéristiques communes aux épreuves élaborées par les différents opérateurs d'enseignement, de formation et de validation;

12° "Profil d'équipement" : le profil qui détermine l'équipement et l'infrastructure suffisant à la mise en œuvre du profil de formation dans une perspective de formation et d'enseignement. L'équipement peut être localisé soit dans l'école ou le centre de formation soit chez un partenaire et, notamment, dans un Centre de compétence, un Centre de référence, un Centre de technologies avancées, une entreprise;

13° "Autorité compétente" : les autorités délivrant des certifications visant des formations reconnues et validées par les pouvoirs publics, à savoir les institutions publiques d'enseignement, les institutions d'enseignement subventionnées pour accomplir des missions d'intérêt public, les institutions publiques et organismes d'intérêt public (OIP) en charge de la formation professionnelle et de la validation des compétences et le Gouvernement de la Communauté française, pour ce qui concerne les certifications sanctionnant des formations aux métiers du sport organisées en application du décret du 8 décembre 2006 visant l'organisation et le subventionnement du sport en Communauté française;

14° "Certification" : résultat formel d'un processus d'évaluation et de validation obtenu lorsqu'une autorité compétente établit qu'un individu possède, au terme d'un processus d'éducation, de formation ou de validation des compétences, les acquis correspondant à une norme donnée;

15° "Certification d'enseignement": certification constituée d'un ensemble cohérent et significatif d'acquis d'apprentissage visant le développement personnel, la poursuite d'études ou de formation, l'accès à la vie professionnelle;

16° "Certification professionnelle": certification constituée d'un ensemble cohérent et significatif d'acquis d'apprentissage visant la poursuite de formation, l'insertion ou le maintien sur le marché de l'emploi ou la spécialisation professionnelle; la certification professionnelle peut, le cas échéant, permettre aussi la poursuite ou la reprise d'études moyennant valorisation par l'enseignement des compétences certifiées en formation professionnelle;

17° "Supplément descriptif au certificat Europass": le document délivré aux détenteurs d'un certificat d'enseignement ou de formation professionnelle en vue de compléter l'information qui figure sur le certificat officiel et de faciliter sa compréhension, particulièrement par les employeurs ou les organisations situées dans un pays étranger; celui-ci est délivré par les autorités délivrant le certificat original d'enseignement ou de formation professionnelle, afin de garantir la sincérité du document original;

18° "Profil de certification": le document de référence définissant le lien d'une part, entre une option de base groupée ou une formation de l'enseignement qualifiant ou une formation professionnelle ou un référentiel de validation des compétences et, d'autre part, un ou des profil(s) de formation élaboré(s) par le SFMQ et dûment approuvé(s) par les Gouvernements et le Collège;

19° "Cadre francophone des certifications (en abrégé « CFC »)": le cadre créé par l'Accord de coopération du 26 février 2015 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française, accord de coopération désigné ci-après comme « accord de coopération CFC »;

20° "ARES": l'Académie de recherche et d'enseignement supérieur, l'instance visée à l'article 20 du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études.

CHAPITRE II. — *Le Service francophone des Métiers et des Qualifications*

Art. 2. § 1^{er}. Il est institué, par les Gouvernements et le Collège, un Service francophone des Métiers et des Qualifications chargé d'organiser la production des Profils métiers et des Profils de formation, ci-après dénommé le "Service".

Par l'adoption concomitante d'arrêtés au contenu identique, les Gouvernements et le Collège fixent le cadre nécessaire au fonctionnement du service et à la production du nombre de profils de formation souhaité et le nombre de personnes que chaque partie à l'accord met à sa disposition.

Pour compléter le cadre, il peut être fait appel à des financements complémentaires, en ce compris des fonds FSE.

§ 2. Les membres du Service peuvent être :

1° des agents détachés des Services des Gouvernements ou du Collège ainsi que des Institutions publiques wallonnes ou de la Commission communautaire française;

2° des membres du personnel mis en congé pour mission, conformément au décret du 24 juin 1996 portant réglementation des missions, des congés pour mission et des mises en disponibilité pour mission spéciale dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française;

3° des membres du personnel engagés sous contrat d'emploi.

§ 3. Sans préjudice de l'article 23, les membres du Service sont recrutés sur proposition d'un comité de sélection présidé par la direction du service, après un appel à candidatures et sur base d'un profil de fonction correspondant au poste à pourvoir établi par la direction et validé par la Chambre d'Agrément et de Concertation visée au chapitre V.

La composition du comité de sélection est déterminée par la Chambre d'Agrément et de Concertation. Elle comprend au moins deux représentants de l'enseignement et deux représentants de la formation professionnelle.

Sur base des propositions du comité de sélection visé à l'alinéa 1^{er},

1° les chargés de mission issus de l'enseignement sont désignés par le Ministre qui a l'enseignement secondaire obligatoire dans ses attributions; celui-ci veille à garantir l'équilibre par caractère;

2° les représentants issus de la formation professionnelle sont désignés par les ministres qui ont la formation professionnelle dans leurs attributions conformément aux dispositions qui régissent leurs statuts.

Art. 3. Le Service se présente sous la forme d'un Service administratif à Comptabilité autonome, tel que visé par le titre X du décret du 20 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité des Services du Gouvernement de la Communauté française, avec possibilité de recettes provenant d'un autre niveau de pouvoir. Son siège est fixé par les Gouvernements et le Collège.

Art. 4. Le Service est constitué de trois Chambres permanentes : une Chambre des Métiers, une Chambre Enseignement - Formation, une Chambre de Concertation et d'Agrément, et d'une Cellule exécutive.

CHAPITRE III. — *La Chambre des Métiers*

Art. 5. Il est créé une Chambre des Métiers du Service francophone des Métiers et des Qualifications, ci-après dénommée la "Chambre des Métiers", en abrégé CHaM.

Section 1^{re}. — Missions et composition de la Chambre des Métiers

Art. 6. La Chambre des Métiers se compose de :

1° huit membres représentant les organisations représentatives des travailleurs;

2° huit membres représentant les organisations représentatives des employeurs;

3° un membre représentant le Service public de l'emploi wallon, proposé par le FOREm.

De plus, Actiris pourra proposer qu'un de ses représentants soit membre de la Chambre.

Pour chaque membre effectif est désigné un membre suppléant, qui ne siège qu'en l'absence d'un membre effectif de la délégation dont il est issu.

Tous les membres ont voix délibérative.

Les membres représentant les organisations représentatives des travailleurs et des employeurs visés au 1° et 2°, sont nommés par les Gouvernements et le Collège sur proposition de leurs organisations. Parmi eux, deux membres au moins sont issus des organisations bruxelloises représentatives des travailleurs et deux membres au moins sont issus des organisations bruxelloises représentatives des employeurs.

Les membres représentant les Services publics de l'Emploi visés à l'alinéa 1^{er}, 3°, et à l'alinéa 2 sont nommés par les Gouvernements et le Collège.

Art. 7. La Chambre des Métiers est chargée de construire et d'actualiser les profils métiers et les grappes de métiers.

Les missions de la Chambre des Métiers sont :

1° arrêter la liste des métiers qui fera l'objet des travaux de la Chambre des Métiers et de la Chambre Enseignement - Formation, sur la base :

- a) de recommandations des Ministres en charge de la Formation, de l'Enseignement et de l'Emploi;
- b) de propositions des représentants des secteurs professionnels;
- c) de propositions des Services publics de l'Emploi;
- d) de propositions de la Chambre Enseignement-Formation.

Une attention prioritaire est accordée aux recommandations des Ministres visées en a).

Ces recommandations et propositions prennent en compte : la situation du marché du travail, les plans régionaux, les thématiques communes définies par les instances Bassin Enseignement qualifiant-Formation-Emploi, les métiers dits "émergents", et le cas échéant, le volume des personnes concernées par les formations organisées; ces recommandations et propositions sont communiquées au SFMQ au plus tard le 30 juin de l'année au cours de laquelle la note d'orientation stratégique visée à l'article 17, 3°, est rédigée.

La Chambre des Métiers peut adapter à tout moment la liste des métiers de façon à répondre à des demandes et besoins non identifiés au moment de l'adoption de la liste;

2° construire et actualiser des profils métiers dans le respect du cadre méthodologique approuvé par la Chambre de Concertation et d'Agrément;

3° organiser une veille sur les dispositions légales et réglementaires en matière d'accès à la profession et en informer les Gouvernements et le Collège;

4° rendre à la Chambre de Concertation et d'Agrément un avis sur l'opportunité d'introduire dans une grappe de métiers élaborée ou à élaborer par le SFMQ, un métier ayant fait l'objet d'un référentiel métier défini par un opérateur d'enseignement ou de formation, et ce, conformément à l'article 15, § 2, alinéa 2, de l'accord de coopération « CFC ».

Section 2. — De la présidence de la Chambre des Métiers

Art. 8. La Chambre des Métiers désigne, en son sein, un président et un vice-président. La présidence est assurée en alternance par un représentant des organisations représentatives des travailleurs, la première moitié du mandat, et par un représentant des organisations représentatives des employeurs, la seconde moitié du mandat. Le mandat du président et du vice-président est de cinq ans.

Art. 9. Le président et le vice-président outre la présidence, sont chargés, en concertation avec la direction du Service, de désigner les représentants du ou des secteurs concernés par l'élaboration du Profil métier, sur proposition des organisations.

CHAPITRE IV. — La Chambre Enseignement-Formation

Art. 10. Il est créé une Chambre Enseignement-Formation du Service francophone des Métiers et des Qualifications, ci-après dénommée la "Chambre Enseignement-Formation" (en abrégé ChaEF).

Section 1^{ère}. — Missions et composition de la Chambre Enseignement-Formation

Art. 11. La Chambre Enseignement-Formation se compose de :

1° quatre représentants des Pouvoirs organisateurs sur proposition du Conseil général de concertation pour l'enseignement secondaire ordinaire (deux par caractère);

2° un représentant de l'Administration générale de l'Enseignement;

3° un représentant de la Commission de Pilotage;

4° trois représentants du Conseil général de l'Enseignement de Promotion sociale dont un représentant de l'enseignement libre non-confessionnel;

5° deux représentants du Conseil général de concertation pour l'Enseignement spécialisé (un par caractère);

6° deux représentants de l'I.F.A.P.M.E.;

7° un représentant du S.F.P.M.E.;

8° deux représentants du FOREm, représenté sa Direction générale Formation;

9° un représentant de l'Institut bruxellois francophone pour la Formation professionnelle, ci-après nommé Bruxelles Formation;

10° un représentant du secteur de la pré-qualification, représenté par l'Interfédération des entreprises de formation par le travail ou des organismes d'insertion socioprofessionnelle;

11° un représentant des organismes d'insertion socioprofessionnelle agréés par la Commission communautaire française représentés par la Fédération bruxelloise des organismes d'Insertion socioprofessionnelle.

Pour chaque membre effectif est désigné un membre suppléant, qui ne siège qu'en l'absence d'un membre effectif de la délégation dont il est issu.

Les membres visés aux 1°, 4° à 11° ont voix délibérative; les membres visés aux 2° et 3° ont voix consultative. Ces membres, ainsi que leurs suppléants, sont nommés conjointement par les Gouvernements et le Collège, sur proposition de leurs instances. Chacune de celles-ci peut, d'initiative, proposer aux parties à l'accord le remplacement d'un membre qu'elle a initialement présenté. Celui-ci en est dûment informé.

Les missions de la Chambre Enseignement-Formation sont :

1° construire et actualiser des profils de formation dans le respect du cadre méthodologique approuvé par la Chambre de Concertation et d'Agrément;

2° rendre à la Chambre d'Agrément et de Concertation, sur base de l'analyse réalisée par la Cellule exécutive, un avis sur le positionnement dans le Cadre francophone des certifications liées aux profils de formation construits par le SFMQ;

3° proposer à la Chambre des Métiers une liste des métiers qui pourraient faire l'objet de ses travaux.

Section 2. — De la présidence et de la vice-présidence de la Chambre Enseignement-Formation

Art. 12. La Chambre Enseignement-Formation désigne en son sein un président et un vice-président. La Présidence et la Vice-présidence sont assurées en alternance par un représentant de l'Enseignement visé aux points 1, 4° et 5° de l'article 11, la première moitié du mandat, et un représentant de la Formation professionnelle visé aux points 6° à 9° de l'article 11, la seconde moitié du mandat. Les mandats du président et du vice-président sont de cinq ans.

Art. 13. Le président et le vice-président, outre les missions liées à la présidence, désignent, en concertation avec la direction du Service, les représentants de l'Enseignement qualifiant et de la Formation concernés par l'élaboration du profil de formation, sur proposition des organisations.

CHAPITRE V. — *La Chambre de Concertation et d'Agrément*

Art. 14. Il est créé une Chambre de Concertation et d'Agrément du Service francophone des Métiers et des Qualifications, ci-après dénommée la "Chambre de Concertation et d'Agrément" (en abrégé ChaCA).

Section 1^{re}. — De la Chambre de Concertation et d'Agrément

Art. 15. La Chambre de Concertation et d'Agrément est un lieu de concertation et d'évocation où se rassemble l'ensemble des acteurs impliqués dans le dispositif, afin d'organiser les missions du dispositif, d'en garantir l'efficacité et de prendre les agréments qui s'imposent.

Art. 16. La Chambre de Concertation et d'Agrément se compose :

- 1° du président et du vice-président de la Chambre des Métiers;
- 2° du président et du vice-président de la Chambre Enseignement-Formation;
- 3° de la direction du Service;
- 4° du directeur de la cellule exécutive du Consortium de validation des compétences;
- 5° d'un représentant de chacune des parties à l'accord.

Au moment de l'examen des profils métiers et des profils de formation, la Chambre de Concertation et d'Agrément peut solliciter l'expertise du méthodologiste qui a accompagné la commission chargée de l'élaboration de ces profils. Les membres désignés au présent article, 1° et 2°, ont voix délibérative.

Les membres désignés au présent article, 3° à 5°, ont voix consultative.

Art. 17. Les missions de la Chambre de Concertation et d'Agrément sont :

1° préciser les définitions opérationnelles nécessaires au fonctionnement cohérent du Service et de ses composantes;

2° évaluer et valider le règlement d'ordre intérieur du Service et le transmettre aux parties à l'accord qui l'approuvent;

3° faire rédiger, au moins tous les deux ans, une note d'orientation stratégique par la cellule exécutive notamment sur base des recommandations des Gouvernements et du Collège, visées à l'article 7, des propositions des Services publics de l'Emploi, des représentants sectoriels (Chambre des Métiers), de l'Enseignement qualifiant et de la Formation (Chambre Enseignement-Formation), communiquées pour le 30 juin de l'année en cours.

La note d'orientation stratégique précise notamment les objectifs généraux et opérationnels du Service, définit les objectifs de production de profils, analyse les résultats obtenus par rapport aux tâches envisagées par la note stratégique précédente, et ce, à partir d'indicateurs de résultats et de financement;

4° valider la note d'orientation stratégique rédigée par la Cellule exécutive et la soumettre à l'approbation des parties à l'accord au plus tard le 30 septembre de l'année au cours de laquelle elle a été rédigée;

5° transmettre la note d'orientation stratégique approuvée par les Gouvernements et le Collège à la cellule exécutive chargée de sa mise en œuvre au plus tard le 15 octobre de l'année en cours;

6° évaluer et valider le guide méthodologique d'élaboration des profils métiers, des profils de formation ainsi que de leur agrément et, ensuite, de les transmettre aux parties à l'accord qui l'approuvent;

7° installer des procédures d'assurance-qualité pour le Service : évaluation des agents, de la méthodologie, des produits, du fonctionnement, des délais de production;

8° évaluer et valider le rapport bisannuel du SFMQ et de le transmettre, pour le 15 avril au plus tard, aux parties à l'accord qui l'approuvent;

9° agréer la correspondance des profils métiers et des profils de formation sur base de l'avis de la Chambre des Métiers et les transmettre aux parties à l'accord;

10° *a)* fixer la procédure de remise des avis de conformités visés au point *b)* ci-après et définir les critères de conformité, après concertation avec la Chambre des Métiers et la Chambre Enseignement-Formation

b) rendre, sur base de l'analyse réalisée par le Cellule exécutive, dans un délai maximum de trois mois à partir de la réception de la demande visée à l'article 30, un avis de conformité, préalablement à l'adoption d'un profil de formation ou d'un référentiel de validation des compétences par les opérateurs d'enseignement, de formation ou de validation, sur l'adéquation des profils de certification élaborés par ces opérateurs ainsi que sur le supplément descriptif au certificat Europass;

11° transmettre annuellement aux Gouvernements et au Collège, pour le 15 juin au plus tard, un état des productions du SFMQ :

a) la liste récapitulative des profils de formation que les Gouvernements et le Collège ont approuvés depuis la création du SFMQ;

b) la liste des profils de formation non encore approuvés par les Gouvernements et le Collège dont la Chambre de concertation et d'agrément a agréé la correspondance avec les profils métiers;

c) la liste des profils de formation en chantier qui pourront être transmis aux parties pour approbation dans l'année qui suit;

d) la liste des profils de formation en projet mais qui ne seront pas prêts dans l'année qui suit;

e) la liste des profils métiers finalisés, en chantier ou en projet;

12° proposer, après concertation avec la Chambre Enseignement-Formation, conformément à l'article 6 de l'accord de coopération « CFC » les représentants effectifs et suppléants du SFMQ au Comité de direction de l'instance de pilotage et de positionnement CFC;

13° proposer, dans le respect des dispositions de l'accord de coopération du 26 février 2015 concernant la création et la gestion d'un Cadre francophone des certifications, en abrégé « CFC » et sur base de l'analyse réalisée par la Cellule exécutive et de l'avis rendu par la Chambre Enseignement-Formation, un niveau de positionnement dans le CFC des certifications qui seront liées à un nouveau profil de formation élaboré par le Service;

14° rendre :

a) sur base de travaux de la Cellule exécutive, un avis sur le positionnement des certifications proposées au niveau 5 par l'ARES. conformément à l'article 15, § 1^{er}, alinéa 3, de l'accord de coopération « CFC »;

b) sur base de l'avis rendu par la Chambre des Métiers visée au chapitre III, un avis sur l'opportunité d'introduire dans une grappe de métiers définie ou à définir par le SFMQ un métier ayant fait l'objet d'un référentiel métier défini par un opérateur d'enseignement ou de formation, et ce, conformément à l'article 15, § 2, alinéa 2, de l'accord de coopération « CFC »;

c) sur base de travaux de la Cellule exécutive, un avis sur le positionnement de certifications non adossées à un profil de formation élaboré par le SFMQ conformément à l'article 15, § 2, alinéa 4 de l'accord de coopération « CFC »;

15° faire recours, s'il échet, conformément à l'article 16 de l'accord de coopération « CFC ».

Section 2. — De la présidence et de la vice-présidence de la Chambre de Concertation et d'Agrément

Art. 18. La présidence de la Chambre de Concertation et d'Agrément est assurée en alternance par le président de la Chambre des Métiers et par le président de la Chambre Enseignement-Formation. Le mandat est d'un an.

La vice-présidence est assurée par le président de Chambre qui n'assure pas la présidence de la Chambre de Concertation et d'Agrément.

CHAPITRE VI. — *La Cellule exécutive*

Art. 19. Il est créé une Cellule exécutive du Service Francophone des Métiers et des Qualifications, ci-après dénommée la "Cellule exécutive" (en abrégé, Cellex).

Section 1^{re}. — Missions et composition de la Cellule exécutive

Art. 20. La Cellule exécutive est le lieu de coordination des profils métiers et des profils de formation. La Cellule exécutive est aussi un organe d'articulation avec d'autres dispositifs de l'Enseignement qualifiant, de la Formation professionnelle et du Consortium de validation des compétences.

La Cellule exécutive est chargée du bon fonctionnement du Service. Elle dispose du personnel nécessaire.

Art. 21. La Cellule exécutive comprend :

1° la direction du Service;

2° les experts méthodologistes;

3° les membres chargés du secrétariat des commissions visées à la section 3;

2° l'assistant(e) administratif/administrative;

3° l'agent(e) comptable.

Art. 22. Les missions de la Cellule exécutive sont les suivantes :

1° assurer le secrétariat de la Chambre des Métiers, de la Chambre Enseignement-Formation et de la Chambre de Concertation et d'Agrément;

2° rédiger le règlement d'ordre intérieur et le soumettre à l'approbation de la Chambre de Concertation et d'Agrément. Ce règlement d'ordre intérieur doit notamment prévoir :

a) les règles concernant la convocation des Chambres des Métiers, de l'Enseignement-Formation et de Concertation et d'Agrément, ainsi que le délai de transmission des documents;

b) les règles relatives à l'inscription des points mis à l'ordre du jour des travaux de chacune des Chambres;

c) les règles relatives à l'alternance des fonctions de président et de Vice-président de la Chambre des Métiers, de la Chambre Enseignement-Formation et de la Chambre de Concertation et d'Agrément ainsi que les règles en cas d'absence ou d'empêchement du président ou du vice-président;

d) les règles de quorum afin d'assurer le bon fonctionnement des trois chambres permanentes du SFMQ ainsi que les modalités de vote;

e) les règles de collaboration en vue d'information et d'harmonisation avec les organismes publics d'Enseignement, de Formation professionnelle, de Validation de compétences et de Pilotage de l'Alternance;

3° mettre en œuvre la note d'orientation stratégique du SFMQ définissant le programme de travail et les objectifs quantifiés et la soumettre à l'approbation de la Chambre de Concertation et d'Agrément;

4° rédiger tous les deux ans un rapport d'activités du SFMQ et les listes visées à l'article 17, 11°, et les soumettre à l'approbation de la Chambre de Concertation et d'Agrément;

5° assurer la mission générale de gestion du SFMQ;

6° assurer la mission générale d'organisation des travaux des Chambres Métiers, Enseignement-Formation et de Concertation et d'Agrément ainsi que des Commissions de référentiels métiers et des Commissions de profils de formation en favorisant les échanges d'information entre les diverses instances;

7° organiser les travaux d'autres groupes de travail jugés utiles ou demandés au SFMQ par une des Chambres ou par un des Gouvernements ou le Collège;

8° établir, après concertation avec la Chambre des Métiers et la Chambre Enseignement-Formation, un guide méthodologique d'élaboration des profils métiers, des profils de formation ainsi que de leur agrément et la soumettre à l'approbation de la Chambre de Concertation et d'Agrément;

9° garantir le respect du profil métier dans sa déclinaison en profil de formation;

10° faire actualiser, en fonction des besoins, le profil métier et par voie de conséquence le profil de formation;

11° garantir l'articulation entre les profils métiers et les profils de formation élaborés par le SFMQ et les travaux du Consortium de validation des compétences en ce compris les modalités d'évaluation et de validation des acquis d'apprentissage;

12° préparer l'avis de conformité visé à l'article 17, 10°;

13° instruire, à l'intention de la Chambre de Concertation et d'Agrément, une proposition de positionnement dans le CFC pour les certifications qui seront liées à un nouveau profil de formation;

14° introduire auprès de l'instance de pilotage et de positionnement CFC visée à l'article 4 de l'accord de coopération « CFC », une fois la proposition visée à l'article 17, 12° adoptée par la Chambre de Concertation et d'Agrément, les demandes de positionnement des certifications adossées à un profil de formation élaboré par le SFMQ;

15° instruire, à l'intention de la Chambre de Concertation et d'Agrément, les demandes d'avis visées à l'article 17, 14°, a) et c);

16° assurer les missions de représentation et de promotion du présent accord.

Le règlement d'ordre intérieur du Service, la note d'orientation stratégique du Service, le rapport d'activités bisannuel du Service, les listes visées à l'article 17, 11°, le guide méthodologique d'élaboration des profils métiers et des profils de formation ainsi que de leur agrément, les profils métiers et profils de formation, la procédure et les critères de conformité visés à l'article 17, 10°, a) sont, transmis aux parties contractantes de l'accord pour approbation.

Section 2. — De la direction du Service

Art. 23. La direction du Service est choisie par les Gouvernements et le Collège pour un mandat de cinq ans renouvelable sur base d'un appel aux candidats et d'un profil de fonction approuvés par les parties contractantes.

Art. 24. La direction du Service est responsable devant la Chambre de Concertation et d'Agrément et devant les Gouvernements et le Collège des actes de gestion journalière du Service et des missions dévolues à la Cellule exécutive telles que reprises à l'article 22.

Art. 25. L'organisation des commissions visées à la section 3, des groupes de travail éventuels et du secrétariat relèvent de l'autorité de la direction du Service.

Section 3. — Des commissions

Art. 26. § 1^{er}. Sont instituées des commissions de deux types :

1° des commissions de référentiels métiers (COREF);

2° des commissions de profils de formation (COPROFOR).

§ 2. Les COREF rédigent les profils métiers qui seront soumis à la validation de la Chambre des métiers. Elles sont composées, dans le respect du règlement d'ordre intérieur, par les représentants du ou des secteurs visés à l'article 9. Elles sont animées par un secrétaire de commission et supervisées par un expert méthodologiste.

§ 3. Les COPROFOR rédigent les profils de formation qui seront soumis à la validation de la Chambre Enseignement-Formation. Elles sont composées, dans le respect du règlement d'ordre intérieur, par les représentants de l'enseignement qualifiant et de la formation visés à l'article 13. Elles sont animées par un secrétaire de commission et supervisées par un expert méthodologiste.

§ 4. La direction du Service assure la cohérence des travaux des différentes commissions et règle le bon déroulement de la production des documents dans les différentes chambres et commissions, dans le respect des procédures définies par le guide méthodologique visé à l'article 22, alinéa 1^{er}, 8°.

Section 4. — Des experts méthodologistes

Art. 27. Les experts méthodologistes sont désignés par la direction parmi les membres du Service en référence au profil de fonction spécifique défini.

Art. 28. Les experts méthodologistes sont responsables de la qualité des travaux réalisés au sein des commissions de référentiels métiers et des commissions de profils de formation.

CHAPITRE VII. — De l'utilisation des profils

Art. 29. Au moins une fois l'an et, en tout cas, avant le 1^{er} octobre de chaque année, par arrêtés concomitants et de contenu identique, les Gouvernements et le Collège :

1° approuvent les profils de formation élaborés par le Service;

2° fixent le délai maximal de mise en œuvre par les opérateurs des profils de formation approuvés.

Art. 30. Afin d'assurer la cohérence entre les profils de formation et les profils de certification visés à l'article 1^{er}, 18°, les opérateurs sollicitent du SFMQ l'avis de conformité visé à l'article 17, 10°.

Art. 31. Au-delà du délai visé à l'article 29, 2°, les opérateurs n'utilisent les intitulés de métiers retenus dans les profils de formation construits par le SFMQ que pour des options, formations ou des certifications qui ont reçu l'avis de conformité visé à l'article 17, 10°.

Art. 32. Les Gouvernements et le Collège sont habilités à fixer, par arrêtés conjoints et simultanés, un ou des modèles commun(s) de documents attestant ou certifiant la maîtrise des savoirs, aptitudes et compétences professionnels d'une et/ou de plusieurs et/ou de toutes les unités d'acquis d'apprentissage d'un profil de formation.

CHAPITRE VIII. — Financement

Art. 33. Le budget annuel du SFMQ est fixé sur la base de la note d'orientation stratégique approuvée par les Gouvernements et le Collège.

Art. 34. Les Gouvernements et le Collège fixent par arrêtés concomitants de contenu identique :

1° le budget global du SFMQ;

2° le nombre d'équivalents temps plein nécessaires au fonctionnement du service conformément au cadre visé à l'article 2, § 1^{er}, alinéa 2;

3° la contribution financière et/ou en personnel et/ou en locaux et matériel de chaque partie;

4° les autres moyens nécessaires au fonctionnement du service.

Art. 35. Les Gouvernements et le Collège disposent de la possibilité de saisir la Chambre de concertation et d'agrément afin de solliciter un avis ou le lancement d'un groupe de travail chargé d'évaluer et de valider un dispositif particulier non repris dans les missions du SFMQ.

La demande précisera l'impact budgétaire, réparti, s'il échet, sur plusieurs années. Si la Chambre déclare la demande recevable et fondée conformément aux règles fixées dans le règlement d'ordre intérieur, l'intégralité des frais sera à charge de la partie demanderesse.

Bruxelles, le 29 octobre 2015, en trois exemplaires originaux

Pour la Communauté française,

Le Ministre-président,

R. DEMOTTE

La Vice-présidente et Ministre de l'Éducation, de la Culture et de l'Enfance,

Mme J. MILQUET

La Ministre de l'Enseignement et de la Promotion sociale,

Mme I. SIMONIS

Pour la Région wallonne,

Le Ministre-président,

P. MAGNETTE,

La Ministre de l'Emploi et de la Formation,

Mme E. TILLIEUX

Pour la Commission communautaire française,

La présidente, Ministre en charge de l'Enseignement,

Mme F. LAANAN

Le Ministre de la Formation professionnelle,

D. GOSUIN

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2015/205981]

29 OKTOBER 2015. — Samenwerkingsakkoord tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de Service francophone des Métiers et des Qualifications (afgekort SFMQ)

Gelet op de artikelen 1, 39, 127, 128, 134 en 138 van de Grondwet;

Gelet op de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980, inzonderheid op artikel 92bis, § 1, ingevoegd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988 en gewijzigd bij de bijzondere wet van 16 juli 1993;

Gelet op het decreet II van de Raad van de Franse Gemeenschap van 19 juli 1993 betreffende de overheveling van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap naar het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het decreet II van de Waalse Gewestraad van 22 juli 1993 betreffende de overheveling van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap naar het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op decreet III van de Franse Gemeenschapscommissie van 22 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op de wil van het Waalse Marshall-Plan 4.0 om het menselijk kapitaal te bevorderen en om een opleidings- en oriëntatiebeleid te steunen met het oog op de versterking van de tewerkstellingsmogelijkheden, in samenwerking met de bevoegdheden van de Franse Gemeenschap;

Gelet op de wil van de Franse Gemeenschapscommissie om voorrang te geven aan de ontwikkeling van opleidingsprofielen, in samenhang met het gekruist beleid tewerkstelling-opleiding;

Gelet op de aanbeveling van het Europees Parlement en van de Raad van 23 april 2008 tot vaststelling van een Europees kwalificatiekader voor een leven lang leren;

Gelet op de aanbeveling van het Europees Parlement en van de Raad van 18 april 2009 betreffende de invoering van het Europees systeem van studiepuntenoverdracht voor beroepsonderwijs en -opleiding (ECVET);

Gelet op de aanbeveling van het Europees Parlement en van de Raad van 18 april 2009 betreffende tot vaststelling van een Europees referentiekader voor kwaliteitsborging in beroepsonderwijs en -opleiding (CERAQ-EQAVET);

Gelet op het samenwerkingsakkoord, gesloten op 20 maart 2014 tussen de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de uitvoering van regio's voor Kwalificerend Onderwijs - Vorming - Arbeidsmarkt;

Gelet op het samenwerkingsakkoord gesloten op 26 februari 2015 tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de vaststelling en het beheer van een Franstalig kwalificatiekader voor een levenslange opvoeding en vorming, afgekort « C.F.C. »;

Gelet op de noodzaak om de banden te versterken tussen de wereld van de arbeid en de professionals van de Vorming en het Kwalificerend Onderwijs;

Overwegende dat het beroep de referentie moet blijven om de leerling en de cursist een zo volledig mogelijk kwalificerend studie- en opleidingsprogramma te bieden;

Gelet op de wil om het Kwalificerend Onderwijs, de Beroepsopleiding en het Consortium validatie vaardigheden met een gezamenlijke taal en gezamenlijke referenties uit te rusten;

Overwegende dat het fundamenteel is het levenslang leren voor de burger te vergemakkelijken door een grotere leesbaarheid en samenhang in het opleidingsparkoers te garanderen, zowel in Franstalig België als in Europa;

Overwegende dat de actoren uit het Kwalificerend Onderwijs, de Beroepsopleiding en het Consortium Validatie Vaardigheden het in rekening nemen van de verworvenheden van de cursist zullen kunnen garanderen en hem de mogelijkheid kunnen bieden zijn opleidingsparkoers zonder onderbreking voort te zetten, zowel in België als in Europa;

Overwegende dat die gezamenlijke referenties het de actoren uit het Kwalificerend Onderwijs, de Beroepsopleiding en het Consortium Validatie Vaardigheden mogelijk zullen maken onderwijsprogramma's te ontwikkelen, evenals aan hun opdrachten, structuren en eigen middelen aangepaste referentiesystemen voor de validatie van vaardigheden; dat die gezamenlijke referenties ook tot de ontwikkeling van een geharmoniseerd systeem in alle Gewesten en Gemeenschappen zullen bijdragen;

De Franse Gemeenschap, vertegenwoordigd door haar Regering in de persoon van haar Minister-President, de heer Rudy Demotte, in de persoon van haar Vice-Presidente en Minister van Onderwijs, Cultuur en Jong Kind, Mevr. Joëlle Milquet, en in de persoon van haar Minister van Onderwijs voor Sociale Promotie, Mevr. Isabelle Simonis,

Het Waalse Gewest, vertegenwoordigd door zijn Regering in de persoon van haar Minister-President, de heer Paul Magnette, en in de persoon van haar Minister van Tewerkstelling en Vorming, Mevr. Eliane Tillieux,

en

de Franse Gemeenschapscommissie, vertegenwoordigd door haar College in de persoon van haar President, mevrouw Fadila Laanan en in de persoon van de Minister belast met Beroepsopleiding, de heer Didier Gosuin;

Hieronder deelgenoten in het akkoord genoemd, zijn overeengekomen het samenwerkingsakkoord van 27 maart 2009 betreffende de oprichting van de "Service francophone des Métiers et des Qualifications" op te heffen en te vervangen door een nieuw samenwerkingsakkoord, luidend als volgt :

HOOFDSTUK I. — *Begripsomschrijving en toepassingsgebied*

Artikel 1. De actoren uit het Kwalificerend Onderwijs, de Beroepsopleiding en het Consortium Validatie Vaardigheden gebruiken een gemeenschappelijke taal waarvan de fundamentele begrippen die hun activiteiten bepalen, als volgt worden omschreven :

1° "Kwalificerend onderwijs": gewoon secundair onderwijs, gespecialiseerd onderwijs van vormen 3 en 4, secundair onderwijs van sociale bevordering;

2° « beroep » : samenhangend geheel van beroepsactiviteiten, uitgevoerd door een persoon in het kader van een productieproces;

3° "Cluster van beroepen": gestructureerde opsomming van de reeks beroepen die in verhouding staat tot éénzelfde type productie en diensten aan de hand waarvan het bereik van een beroep nader bepaald wordt ten opzichte van verwante beroepen, aan de hand waarvan hun raakvlakken omschreven worden, waarmee ze in de cluster hiërarchisch worden opgesteld in functie van verschillende criteria (relatieve zelfstandigheid, complexiteit van de activiteiten en contexten, intersectorale aspecten...), aan de hand waarvan een zone van beroepsmobiliteit afgebakend wordt en op opleidingstrajecten geanticipeerd wordt; in de cluster wordt ook de stengel aangegeven waarmee het beroep vastgeklonken is aan het Operationeel Repertorium van Beroepen en Functies (ROME V3), gemeenschappelijk repertorium met de andere regio's van België, Frankrijk en het Groothertogdom Luxemburg);

4° "Vak-referentielijst": het document waarin het beroep in termen van verwachte producties, opdrachten en diensten, omschreven wordt, waarin de aansluiting op verwante beroepen op vlak van verantwoordelijkheid en specialisatie opgelijst zijn; de benaming van het beroep en de synonieme betekenisdragers, evenals de vertaling van de benaming van het beoogde beroep in het Nederlands, het Duits en het Engels;

5° « referentielijst van de vaardigheden » : het document dat de sleutelactiviteiten van het beoogde beroep en de daaraan verbonden beroepsvaardigheden oplijst;

6° "Vakprofiel": het document waarin gezamenlijk worden opgenomen:

a) de cluster van beroepen waarin het beoogde beroep ingebed is;

b) de vak-referentielijst;

c) de referentielijst van de vaardigheden;

7° "Vormingsprofiel": het document dat de eenheden van leerresultaten gepaard met de vak-sleutelactiviteiten omschrijft, dat eveneens is samengesteld uit een evaluatieprofiel en een uitrustingsprofiel; dit vormingsprofiel verwijst ook naar een vertaling van de benaming van het beoogde beroep in het Nederlands, het Duits en het Engels;

8° "Leerresultaten": de uiteenzetting van hetgeen de cursist weet, begrijpt en in staat is te realiseren aan het einde van een leerproces;

9° "Eenheid leerresultaat": het samenhangend geheel van leerresultaten dat geëvalueerd of gevalideerd kan worden;

10° "Sleutelactiviteiten": de noodzakelijke activiteiten voor het vervullen van de opdrachten die de werknemer in het kader van zijn vak worden toevertrouwd (ze beantwoorden over het algemeen aan de diensten die van de werknemer verwacht worden);

11° "Evaluatieprofiel": het profiel dat voor elke leereenheid een evaluatiekader bepaalt waarbij de elementen verstrekt worden, nodig voor de opstelling van proeven (evaluatiesituatie, taken, uitvoeringsvoorwaarden...) en evaluatieoosters (criteria, globaliserende indicatoren, slaagvoorwaarden); dat kader bepaalt dus voor elke leereenheid de gemeenschappelijke kenmerken voor de proeven uitgewerkt door de verschillende operatoren uit het onderwijs, het opleidings- en het valideringswezen;

12° "Uitrustingsprofiel" : het profiel dat de uitrusting en de infrastructuur bepaalt die voldoende zijn voor de uitvoering van het opleidingsprofiel in een opleidings- en onderwijsprespectief. De uitrusting kan ofwel op school ofwel in het opleidingscentrum of bij een partner geplaats worden, en meer bepaald, in een kenniscentrum, een referentiecentrum of in een centrum voor geavanceerde technologieën, een bedrijf;

13° « Bevoegde overheid » : de overheden die certificeringen uitreiken voor erkende en gevalideerde opleidingen door overheden, namelijk de openbare onderwijsinstellingen, de gesubsidieerde onderwijsinstellingen die opdrachten van openbaar nut vervullen, de openbare instellingen en organismen belast met de beroepsopleiding en de validering van competenties en de Regering van de Franse Gemeenschap voor wat betreft de certificeringen die opleidingen bekronen in sportberoepen, georganiseerd overeenkomstig het decreet van 8 december 2006 houdende organisatie en subsidiëring van de sport in de Franse Gemeenschap;

14° « Kwalificatie » : formeel resultaat van een evaluatie- en validatieproces dat verkregen wordt wanneer een bevoegde overheid vaststelt dat een individu na afloop van een onderrichtings-, opleidingsproces of proces van bekrachtiging van de vaardigheden de leerresultaten, overeenstemmend met een gegeven norm, bezit;

15° "Onderwijskwalificatie": kwalificatie gevormd door een samenhangend en significant geheel van leerresultaten met het oog op de persoonlijke ontwikkeling, de voortzetting van de studies of de opleiding, de toegang tot een beroepsleven;

16° « beroepskwalificatie »: kwalificatie gevormd door een samenhangend en significant geheel van leerresultaten met het oog op de voortzetting van de opleiding, de inschakeling of het behoud op de arbeidsmarkt of de beroepsspecialisatie; de beroepskwalificatie kan in voorkomend geval de voortzetting of de hervatting van studies mogelijk maken mits de bekrachtiging, door het onderwijs, van de in de beroepsopleiding gekwalificeerde competenties;

17° « Certificaat-supplement van het certificaat Europass »: het document dat uitgereikt wordt aan de houders van een onderwijs- of beroepsopleidingskwalificatie met het oog op de aanvulling van de informatie die vermeld staat in het officiële certificaat en op een makkelijker begrijpen ervan, in het bijzonder voor werkgevers of organisaties gelegen in het buitenland; dit document wordt verstrekt door de overheden die het oorspronkelijk onderwijs- of beroepsopleidingscertificaat om de waarachtigheid van het oorspronkelijk document te waarborgen;

18° « Kwalificatieprofiel »: het referentiedocument dat het verband legt tussen enerzijds een gegroepede basisoptie of een opleiding van het kwalificerend onderwijs of een beroepsopleiding of een referentiedocument voor de validering van de competenties en anderzijds één of meerdere opleidingsprofielen uitgewerkt door SFMQ en behoorlijk goedgekeurd door de Regeringen en het College;

19° « Franstalig kwalificatiekader (Franse afkorting « CFC »): kader opgericht overeenkomstig het Samenwerkingsakkoord van 26 februari 2015, gesloten tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, hiernavolgend « CFC-samenwerkingsakkoord » genoemd;

20° "ARES": de Academie Onderzoek en Hoger Onderwijs, zoals bepaald in artikel 20 van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies.

HOOFDSTUK II. — *"Le Service francophone des Métiers et des Qualifications"*

Art. 2. § 1. De Regeringen en het College richten een "Service francophone des Métiers et des Qualifications" op, belast met het organiseren van de Vakprofielen en de Vormingsprofielen, hierna "SFMQ" genoemd.

Door de gelijktijdige aanneming van besluiten met een identieke inhoud wordt door de Regeringen en het College het kader vastgesteld, nodig voor de werking van de dienst en de productie van het aantal gewenste vormingsprofielen en het aantal personen dat elke akkoordsluitende partij ter beschikking stelt.

Om het kader aan te vullen, kan een beroep worden gedaan op aanvullende financieringen, met inbegrip van de ESF-fondsen.

§ 2. De leden van de Dienst kunnen:

1° gedetacheerde personeelsleden zijn van de Diensten van de Regeringen en het College, evenals van de openbare instellingen van het Waalse Gewest of van de Franse Gemeenschapscommissie;

2° personeelsleden zijn aan wie om redenen van een opdracht een verlof wordt toegekend, overeenkomstig het decreet van 24 juni 1996 houdende regeling van de opdrachten, verlopen wegens opdracht en terbeschikkingstelling wegens opdracht in het door de Franse Gemeenschap georganiseerd of gesubsidieerd onderwijs;

3° personeelsleden zijn die aangeworven zijn onder een arbeidscontract.

§ 3. Onverminderd artikel 23 worden de leden van de Dienst aangeworven op voordracht van een selectiecomité, voorgezeten door de directie van de dienst na een oproep tot de kandidaten en op grond van een functieprofiel dat overeenstemt met de in te vullen betrekking, vastgesteld door de directie en goedgekeurd door de "Chambre d'Agrément et de Concertation", bedoeld in hoofdstuk V.

De samenstelling van het selectiecomité wordt bepaald door de « Chambre d'Agrément et de Concertation ». Ze telt minstens twee vertegenwoordigers uit het onderwijs en twee vertegenwoordigers uit de beroepsopleiding.

Op grond van de voorstellen van het Selectiecomité bedoeld in lid 1

1° worden de opdrachthouders uit het onderwijs aangewezen door de Minister bevoegd voor het secundair leerplichtonderwijs; laatstgenoemde waakt erover, het evenwicht per karakter te waarborgen;

2° worden de vertegenwoordigers uit de beroepsopleiding aangewezen door de Ministers bevoegd voor de beroepsopleiding overeenkomstig de bepalingen die hun statuten regelen.

Art. 3. De Dienst zal de vorm aannemen van een administratieve Dienst met afzonderlijk boekhoudkundig beheer zoals bedoeld bij titel X van het decreet van 20 december 2011 houdende organisatie van de begroting en de boekhouding van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, met de mogelijkheid van ontvangsten afkomstig van een ander machtsniveau. De zetel ervan wordt vastgelegd door de Regeringen en het College.

Art. 4. De Dienst bestaat uit drie vaste kamers: één "Chambre des Métiers", één "Chambre Enseignement-Formation", één "Chambre de Concertation et d'Agrément", en een uitvoerende cel.

HOOFDSTUK III. — *De "Chambre des Métiers"*

Art. 5. Er wordt een "Chambre des Métiers du Service francophone des Métiers et des Qualifications" opgericht, hierna de "Chambre des Métiers" (afgekort CHaM) genoemd.

Afdeling 1. — Opdrachten en samenstelling van de "Chambre des Métiers"

Art. 6. De "Chambre des Métiers" is samengesteld uit:

1° acht vertegenwoordigers van de representatieve werknemersorganisaties;

2° acht vertegenwoordigers van de representatieve werkgeversorganisaties;

3° één vertegenwoordiger van de Waalse openbare dienst voor tewerkstelling, voorgedragen door FOREm.

Daarnaast kan Actiris voorstellen dat één van zijn vertegenwoordigers lid van de Kamer is.

Voor elk gewoon lid wordt één plaatsvervanger aangewezen, die enkel zetelt in afwezigheid van een gewoon lid van de delegatie waarvan hij afkomstig is.

Alle leden hebben stemrecht.

De vertegenwoordigers van de representatieve organisaties van de werknemers en van de werkgevers bedoeld in 1° en 2° worden door de Regeringen en het College benoemd op de voordracht van hun organisaties. Onder deze vertegenwoordigers zijn minstens twee vertegenwoordigers afkomstig uit de Brusselse representatieve organisaties van de werknemers en zijn minstens twee vertegenwoordigers afkomstig uit de Brusselse representatieve organisaties van de werkgevers.

De vertegenwoordigers van de openbare diensten voor tewerkstelling bedoeld in lid 1, 3°, en lid 2 worden benoemd door de Regeringen en het College.

Art. 7. De "Chambre des Métiers" is belast met het opmaken en het actualiseren van de vakprofielen en de boomstructuur van de beroepen.

De opdrachten van de "Chambre des Métiers" zijn :

1° de lijst van de beroepen vastleggen die het voorwerp uit zal maken van de werkzaamheden van de « Chambre Enseignement - Formation » op grond van :

- a) aanbevelingen van des Minister belast met Vorming, Onderwijs en Tewerkstelling;
- b) aanbevelingen van de vertegenwoordigers van de beroepssectoren;
- c) voorstellen van de Openbare tewerkstellingsdiensten;
- d) voorstellen van de "Chambre Enseignement-Formation".

Er wordt prioritaire aandacht besteed aan de aanbevelingen van de Ministers bedoeld onder a).

Deze aanbevelingen en voorstellen houden rekening met : de arbeidsmarkttoestand, de gewestelijke plannen, de gemeenschappelijke thema's omschreven door de regio-instanties Kwalificerend Onderwijs - Vorming - Tewerkstelling, de zgn. Opkomende beroepen en, in voorkomend geval, het volume van de personen betrokken bij de georganiseerde vormingen; die aanbevelingen en voorstellen worden uiterlijk op 30 juni van het jaar waarin de beleidsnota bedoeld in artikel 17, 3°, opgesteld wordt, medegedeeld.

De « Chambre des Métiers » kan te allen tijde de lijst van de beroepen aanpassen om in te spelen op vragen en noden die op het ogenblik van de aanneming van de lijst nog niet gekend waren;

2° vakprofielen actualiseren en opmaken met inachtneming van het door de "Chambre de Concertation et d'Agrément" goedgekeurd methodologisch kader;

3° het overzicht bewaren over de wettelijke en regelgevende bepalingen inzake toegang tot het beroep en er de Regeringen en het College over inlichten;

4° bij de « Chambre de Concertation et d'Agrément » verslag uitbrengen over de geschiktheid om in een boomstructuur van beroepen die de SFMQ uitgewerkt heeft of zal uitwerken, een beroep dat het voorwerp uitmaakt van een vak-referentielijst opgesteld door een onderwijs- of opleidingsverstrekker in te voeren overeenkomstig artikel 15, § 2, lid 2, van het samenwerkingsakkoord « CFC ».

Afdeling 2. — Het voorzitterschap van de "Chambre des Métiers"

Art. 8. De "Chambre des Métiers" wijst, onder haar leden, een Voorzitter en een Ondervoorzitter aan. Het voorzitterschap wordt beurtelings verzekerd door een vertegenwoordiger van de representatieve werknemersorganisaties, de eerste helft van het mandaat, en door een vertegenwoordiger van de representatieve werkgeversorganisaties, de tweede helft van het mandaat. Het mandaat van de Voorzitter en van de Ondervoorzitter duurt vijf jaar.

Art. 9. Naast het voorzitterschap zijn de Voorzitter en de Ondervoorzitter belast, in overleg met de leiding van de Dienst, met het aanduiden van de vertegenwoordigers van de sector(en), op voorstel van de organisaties, die betrokken zijn bij de uitwerking van het vakprofiel.

HOOFDSTUK IV. — De « Chambre Enseignement-Formation »

Art. 10. Er wordt een "Chambre Enseignement-Formation du Service francophone des Métiers et des Qualifications" opgericht, hierna de "Chambre Enseignement-Formation" genoemd (afgekort ChaEF).

Afdeling 1. — Opdrachten en samenstelling van de "Chambre Enseignement-Formation"

Art. 11. De "Chambre Enseignement-Formation" is samengesteld uit:

1° vier vertegenwoordigers van de inrichtende machten op voorstel van de Algemene Overlegraad van het gewoon secundair onderwijs (twee per karakter);

2° één vertegenwoordiger van het algemeen onderwijsbestuur;

3° één vertegenwoordiger van de Stuurcommissie;

4° drie vertegenwoordigers van de Algemene Raad van het Onderwijs van sociale promotie, waaronder één vertegenwoordiger van de het vrije niet-confessionele onderwijs;

5° twee vertegenwoordigers van de Algemene Raad van het gespecialiseerd onderwijs (één per karakter);

6° twee vertegenwoordigers van het "I.F.A.P.M.E.";

7° één vertegenwoordiger van de S.F.P.M.E.;

8° twee vertegenwoordigers van FOREm, vertegenwoordigd door zijn Algemene Directie Vorming;

9° één vertegenwoordiger van het "Institut bruxellois francophone pour la Formation professionnelle", hierna "Bruxelles Formation" genoemd;

10° één vertegenwoordiger van de sector van de prekwalificatie, vertegenwoordigd door de "Interfédération des entreprises de formation par le travail et des organismes d'insertion socioprofessionnelle";

11° een vertegenwoordiger van de instellingen voor sociaal-professionele inschakeling, erkend door de Franse Gemeenschapscommissie, vertegenwoordigd door de Brusselse federatie voor instellingen voor sociaal-professionele inschakeling.

Voor elk gewoon lid wordt één plaatsvervanger aangewezen, die enkel zetelt in afwezigheid van een gewoon lid van de delegatie waarvan hij afkomstig is.

De in 1^o, 4^o tot 11^o bedoelde leden zijn stemgerechtigd; de in 2^o en 3^o bedoelde leden hebben raadgevende stem. Deze leden, evenals hun plaatsvervangers, worden gezamenlijk benoemd door de Regeringen, op voorstel van hun instanties. Elke van die instanties kan, op eigen initiatief, de partijen in het akkoord de vervanging voorstellen van een lid dat zij oorspronkelijk heeft voorgesteld. Dit lid wordt hiervan behoorlijk op de hoogte gebracht.

De opdrachten van de "Chambre Enseignement-Formation" zijn:

1^o vormingsprofielen actualiseren en opmaken met inachtneming van het door de "Chambre de Concertation et d'Agrément" goedgekeurd methodologisch kader;

2^o bij de « Chambre d'Agrément et de Concertation », op grond van de analyse van de uitvoerende cel, advies uitbrengen over de positionering in het Franstalig kwalificatiekader verbonden aan de vormingsprofielen van SFMQ;

3^o de "Chambre des Métiers" een lijst van beroepen voorstellen die het voorwerp van haar werkzaamheden zouden kunnen zijn.

Afdeling 2. — Het Voorzitterschap en het Ondervoorzitterschap van de "Chambre Enseignement-Formation"

Art. 12. De "Chambre Enseignement - Formation" duidt, onder haar leden, een Voorzitter en een Ondervoorzitter aan. Het Voorzitterschap en het Ondervoorzitterschap worden beurtelings verzekerd door een vertegenwoordiger van het Onderwijs bedoeld in de punten 1^o, 4^o en 5^o van artikel 11, de eerste helft van het mandaat, en door een vertegenwoordiger van de Beroepsvorming bedoeld in de punten 6^o tot 9^o van artikel 11, de tweede helft van het mandaat. Het mandaat van de Voorzitter en van de Ondervoorzitter duurt vijf jaar.

Art. 13. Naast de aan het voorzitterschap verbonden opdrachten, wijzen de Voorzitter en de Ondervoorzitter belast, in overleg met de directie van de Dienst, de vertegenwoordigers aan van het Kwalificerend Onderwijs en de Vorming die betrokken zijn bij de uitwerking van het vakprofiel, op de voordracht van de organisaties.

HOOFDSTUK V. — De "Chambre de Concertation et d'Agrément"

Art. 14. Er wordt een "Chambre de Concertation et d'Agrément du Service francophone des Métiers et des Qualifications" opgericht, hierna de "Chambre de Concertation et d'Agrément" (afgekort ChaCA) genoemd.

Afdeling 1. — De "Chambre de Concertation et d'Agrément"

Art. 15. De "Chambre de Concertation et d'Agrément" is een overleg- en evocatieplaats waar het geheel van de in de voorziening betrokken actoren samenkomen om de opdrachten van de voorziening te organiseren, om de doeltreffendheid ervan te verzekeren en om de erkenningen te nemen die zich opdringen.

Art. 16. De "Chambre de Concertation et d'Agrément" is samengesteld uit:

1^o de Voorzitter en de Ondervoorzitter van de "Chambre des métiers";

2^o de Voorzitter en de Ondervoorzitter van de "Chambre Enseignement-Formation";

3^o de directie van de Dienst;

4^o de Directeur van de uitvoerende cel van het Consortium Validatie Vaardigheden;

5^o een vertegenwoordiger van elke partij in het akkoord.

Bij het onderzoeken van de vakprofielen en de vormingsprofielen kan de "Chambre de Concertation et d'Agrément" een beroep doen op de expertise van de methodoloog die de commissie heeft begeleid, belast met het uitwerken van die profielen. De in onderhavig artikel, 1^o en 2^o, aangeduide leden hebben stemrecht.

De in onderhavig artikel 3^o tot 5^o, aangeduide leden hebben raadgevende stem.

Art. 17. De opdrachten van de "Chambre de Concertation et d'Agrément" zijn:

1^o de operationele definities preciseren die nodig zijn voor de coherente werking van de Dienst en zijn onderdelen;

2^o het huishoudelijk reglement van de Dienst evalueren en valideren en het overmaken aan de akkoordsluitende partijen die het goedkeuren;

3^o de strategische oriëntatienota doen opstellen door de uitvoerende cel op basis van de aanbevelingen van de Regeringen en het College, bedoeld in artikel 7, die uiterlijk op 30 juni van het lopend jaar worden medegedeeld, van de voorstellen van de openbare tewerkstellingsdiensten, van de sectorale vertegenwoordigers (Chambre des métiers), van het Kwalificerend Onderwijs en de Vorming (Chambre Enseignement-Formation).

De beleidsnota geeft o.a. een nadere omschrijving van de algemene en operationele doelstellingen, omschrijft de doelstellingen inzake productie van profielen, analyse van de resultaten die bereikt zijn ten opzichte van de taken vooropgezet door de voorgaande beleidsnota vanaf resultaat- en financieringsindicatoren;

4^o de beleidsnota van de uitvoerende cel goedkeuren en ter goedkeuring voorleggen aan de akkoordsluitende partijen, uiterlijk op 30 september van het jaar waarin deze nota opgesteld werd;

5^o de door de Regeringen goedgekeurde strategische oriëntatienota uiterlijk op 15 oktober van het lopend jaar aan de uitvoerende cel overmaken die belast is met de uitvoering ervan;

6^o de methodologie voor de uitwerking van de vakprofielen, de vormingsprofielen en de erkenningsmethodologie evalueren en valideren en ze vervolgens aan de partijen in het akkoord overmaken die ze goedkeuren;

7° kwaliteitsbewakingsprocedures voor de Dienst invoeren : evaluatie van de personeelsleden, van de methodologie, van de producten, van de werking, van de productietermijnen;

8° het tweejaarlijks verslag van de SFMQ evalueren en valideren en het, uiterlijk op 15 april, overmaken aan de akkoordsluitende partijen, die het goedkeuren;

9° de overeenstemming van de vakprofielen met de vormingsprofielen erkennen op basis van het advies van de "Chambre des métiers" en ze overmaken aan de akkoordsluitende partijen, die ze goedkeuren;

10° *a)* de procedure vastleggen voor het uitbrengen van de conformiteitsadviezen bedoeld in punt *b)* hieronder en de conformiteitscriteria omschrijven, na overleg met de « Chambre des Métiers » en de « Chambre Enseignement - Formation »;

b) op grond van de analyse uitgevoerd door de uitvoerende cel binnen een maximumtermijn van drie maanden te rekenen van de ontvangst van de aanvraag bedoeld in artikel 30 een conformiteitsadvies uitbrengen voor het aannemen van een vormingsprofiel of een referentielijst voor de validering van vaardigheden door de onderwijs-, vormings- of valideringsverstrekkers op grond van de overeenstemming van de certificeringsprofielen voorgelegd door genoemde operatoren, evenals op grond van het certificaat-supplement van het Europass-certificaat;

11° jaarlijks de Regeringen en het college tegen uiterlijk 15 juni een staat van de producties van SFMQ het volgende voorleggen;

a) de overzichtslijst van de vormingsprofielen, goedgekeurd door de Regeringen en het College sinds de oprichting van SFMQ;

b) de lijst van de vormingsprofielen die nog niet de Regeringen en het College zijn goedgekeurd waarvan de « Chambre de concertation et d'agrément » de overeenstemming met de beroepsprofielen heeft erkend;

c) de lijst van de in uitvoering zijnde vormingsprofielen die aan de partijen overgemaakt zullen kunnen worden voor goedkeuring in het eerstvolgende jaar;

d) de lijst van de in ontwerp zijnde vormingsprofielen die in het eerstvolgende jaar nog niet klaar zullen zijn;

e) de lijst van de afgewerkte, in uitvoering of in ontwerp zijnde beroepsprofielen;

12° na overleg met de « Chambre Enseignement - Formation » overeenkomstig artikel 6 van het samenwerkingsakkoord « CFC » de gewone en plaatsvervangende vertegenwoordigers van SFMQ voordragen voor het Directiecomité van de stuur- en positioneringsinstantie CFC;

13° met inachtneming van de bepalingen van het samenwerkingsakkoord van 26 februari 2015 betreffende de oprichting en het beheer van een « Cadre francophone des certifications » (Franstalig kwalificatiekader, Franse afkorting C.F.C.) en op grond van de analyse van de uitvoerende cel en van het advies van de « Chambre Enseignement - Formation », een niveau van positionering voorleggen voor de certificaties die aan een nieuw vormingsprofiel, opgesteld door de Dienst, verbonden zullen worden;

14° het volgende uitbrengen :

a) op grond van werkzaamheden van de uitvoerende cel, een advies over de positionering van de certificeringen op niveau 5 voorgesteld door ARES overeenkomstig artikel 15, § 1, lid 3, van het samenwerkingsakkoord "CFC";

b) op grond van het advies voorgelegd door de "Chambre des Métiers" bedoeld in hoofdstuk III, een advies over de geschiktheid om in een boomstructuur van beroepen die de SFMQ uitgewerkt heeft of zal uitwerken, een beroep dat het voorwerp uitmaakt van een vak-referentielijst opgesteld door een onderwijs- of opleidingsverstrekker in te voeren overeenkomstig artikel 15, § 2, lid 2, van het samenwerkingsakkoord « CFC »;

c) op grond van werkzaamheden van de uitvoerende cel, een advies over de positionering van de certificeringen die niet aanleunen bij een vormingsprofiel opgesteld door SFMQ overeenkomstig artikel 15, § 2, lid 4, van het samenwerkingsakkoord "CFC";

15° in voorkomend geval, in beroep uitsprake doen overeenkomstig artikel 16 van het samenwerkingsakkoord « CFC ».

Afdeling 2. — Het Voorzitterschap en het Ondervoorzitterschap van de "Chambre de Concertation et d'agrément"

Art. 18. Het Voorzitterschap van de "Chambre de Concertation et d'agrément" wordt beurtelings verzekerd door de Voorzitter van de "Chambre des métiers" en door de Voorzitter van de "Chambre Enseignement-Formation". Het mandaat duurt een jaar.

Het ondervoorzitterschap wordt waargenomen door de voorzitter van de « Chambre » die het voorzitterschap van de « Chambre de Concertation et d'agrément » niet voorzit.

HOOFDSTUK VI. — *De uitvoerende cel*

Art. 19. Er wordt een uitvoerende cel van de "Service francophone des Métiers et des Qualifications" opgericht, hierna de "uitvoerende cel" genoemd.

Afdeling 1. — Opdrachten en samenstelling van de uitvoerende cel

Art. 20. De uitvoerende cel is de coördinatieplaats van de vak- en de vormingsprofielen. De uitvoerende cel is ook een orgaan dat voor aansluiting zorgt met andere regelingen van het kwalificerend onderwijs, van de beroepsvorming en van het Consortium voor de validering van de vaardigheden.

De uitvoerende cel is belast met de goede werking van de Dienst. Zij beschikt over het nodige personeel.

Art. 21. De uitvoerende cel bestaat uit:

1° de directie van de Dienst;

2° de methodologisch deskundigen;

3° de leden belast met het secretariaat van de commissies bedoeld in afdeling 3;

2° de administratieve assistent;

3° het personeelslid belast met de boekhouding.

Art. 22. De opdrachten van de uitvoerende cel zijn de volgende:

1° het secretariaat waarnemen van de "Chambre des Métiers", de "Chambre Enseignement-Formation" en van de "Chambre de Concertation et d'Agrément";

2° het huishoudelijk reglement opstellen en dit ter goedkeuring voorleggen aan de "Chambre de Concertation et d'Agrément". Dit huishoudelijk reglement moet met name voorzien in:

a) de regels betreffende het bijeenroepen van de "Chambre des Métiers", de "Chambre Enseignement-Formation" en de "Chambre de Concertation et d'Agrément", evenals de termijn voor het overmaken van de documenten;

b) de regels betreffende de inschrijving van de agendapunten van de werkzaamheden van elke kamer;

c) de regels betreffende de beurtwisseling van de functies van Voorzitter en van Ondervoorzitter van de "Chambre des Métiers", van de "Chambre Enseignement-Formation" en van de "Chambre de Concertation et d'Agrément" evenals de regels bij afwezigheid of verhindering van de Voorzitter of de Ondervoorzitter;

d) de quorum-regels om de goede werking van de drie vaste kamers van de SFMQ te verzekeren evenals de stemmodaliteiten;

e) de samenwerkingsregels met het oog op de informatie en harmonisering met de openbare instellingen voor Onderwijs, Vorming, Validatie van de vaardigheden en Sturing van de Beurtwisseling;

3° de beleidsnota van de SFMQ ten uitvoer brengen, waarin het jaarlijks programma en de in cijfers vertaalde doelstellingen omschreven zijn en die ter goedkeuring voorleggen aan de "Chambre de Concertation et d'Agrément";

4° om de twee jaar een activiteitenverslag van SFMQ en de lijsten bedoeld in artikel 17, 11°, voorleggen en ze ter goedkeuring voorleggen aan de « Chambre de Concertation et d'Agrément »;

5° de algemene beheersopdracht van de SFMQ verzekeren;

6° de algemene opdracht van organisatie van de werkzaamheden van de "Chambres Métiers, Enseignement-Formation et de Concertation et d'Agrément" verzekeren, evenals van de Commissies van de vak-referentielijsten en van de Commissies van de vormings-referentielijsten door de informatie-uitwisseling tussen de verscheidene instanties te bevorderen;

7° de werkzaamheden van andere werkgroepen die nuttig geacht worden of bij SFMQ aangevraagd worden door één van de « Chambres » of door een van de Regeringen of het College;

8° na overleg met de "Chambre des Métiers" en de "Chambre Enseignement-Formation" de methodologie bepalen voor het uitwerken van de vakprofielen, van de opleidingsprofielen evenals van hun erkenning en die ter goedkeuring voorleggen aan de "Chambre de Concertation et d'Agrément";

9° de naleving van het vakprofiel garanderen in zijn omhuizing tot vormingsprofiel;

10° het vakprofiel, en bijgevolg het vormingsprofiel laten actualiseren in functie van de behoeften;

11° de aansluiting waarborgen van de vakprofielen op de vormingsprofielen uitgewerkt door SFMQ en op de werkzaamheden van het Consortium voor de validering van de competenties, met in begrip van de modaliteiten voor de evaluatie en de validering van de leerresultaten;

12° het conformiteitsadvies bedoeld in artikel 17, 10°, voorbereiden;

13° ten behoeve van de « Chambre de Concertation et d'Agrément » een voorstel bewerken voor de positionering in het Franstalig kwalificatiekader voor de kwalificaties die verband houden met een nieuw vormingsprofiel;

14° bij de sturings- en positioneringsinstantie CFC bedoeld in artikel 4 van het samenwerkingsakkoord « CFC » als het voorstel bedoeld in artikel 17, 12°, aangenomen is door de « Chambre de Concertation et d'Agrément » de aanvragen voor de positionering van de kwalificaties die aanleunen bij een vormingsprofiel van SFMQ indienen;

15° de adviesaanvragen bedoeld in artikel 17, 14°, a) en c), behandelen ten behoeve van de "Chambre de Concertation et d'Agrément";

16° de opdrachten inzake representatie en promotie van onderhavig akkoord verzekeren.

Het huishoudelijk reglement van de Dienst, de beleidsnota van de Dienst, het tweejaarlijks verslag van de Dienst, de lijsten bedoeld in artikel 17, 11°, de methodologie voor de uitwerking van de vakprofielen en van de vormingsprofielen evenals hun erkenning, de vakprofielen en de vormingsprofielen zullen, de procedure en de conformiteitscriteria bedoeld in artikel 17, 10°, a) voor goedkeuring worden overgemaakt aan de akkoordsluitende partijen.

Afdeling 2. — De directie van de Dienst

Art. 23. De directie van de Dienst wordt door de Regeringen en het College gekozen voor een hernieuwbaar mandaat van vijf jaar op basis van een oproep tot kandidaten en van een door de contracterende partijen goedgekeurd functieprofiel.

Art. 24. De directie van de Dienst is verantwoordelijk tegenover de "Chambre de Concertation et d'Agrément" en tegenover de Regeringen en het College voor de handelingen van dagelijks beheer van de Dienst en voor de aan de uitvoerende cel toegewezen opdrachten zoals opgenomen in artikel 22.

Art. 25. De organisatie van de commissies bedoeld in afdeling 3, van de eventuele werkgroepen en van het secretariaat vallen onder het gezag van de directie van de Dienst.

Afdeling 3. — Commissies

Art. 26. § 1. Er worden commissies van twee types opgericht :

1° commissies voor vak-referentielijsten (« COREF »);

2° commissies voor vormingsprofielen (« COPROFOR »).

§ 2. De « COREF » -commissies stellen de beroepsprofielen op die ter goedkeuring worden voorgelegd aan de « Chambre des métiers ». Ze zijn met inachtneming van het huishoudelijk reglement samengesteld uit de vertegenwoordigers van de sector(en) bedoeld in artikel 9. Ze worden ondersteund door een commissiesecretaris en staan onder het toezicht van een methodologisch deskundige.

§ 3. De « COPROFOR » -commissies stellen de vormingsprofielen op, die ter goedkeuring worden voorgelegd aan de « Chambre Enseignement-Formation ». Ze zijn met inachtneming van het huishoudelijk reglement samengesteld uit de vertegenwoordigers van kwalificerend onderwijs en de vorming bedoeld in artikel 13. Ze worden ondersteund door een commissiesecretaris en staan onder het toezicht van een methodologisch deskundige.

§ 4. De directie van de Dienst zorgt voor de samenhang in de werkzaamheden van de verschillende commissies en regelt het goede verloop van de productie van de documenten in de verschillende « Chambres » en commissies.

Afdeling 4. — Methodologisch deskundigen

Art. 27. De methodologisch deskundigen worden door de directie aangewezen uit de leden van de Dienst onder verwijzing naar het omschreven specifiek functieprofiel.

Art. 28. De methodologisch deskundigen zijn verantwoordelijk voor de kwaliteit van de werkzaamheden in de commissies voor vak-referentielijsten en de commissies voor vormingsprofielen.

HOOFDSTUK VII. — *Het gebruik van de profielen*

Art. 29. Minstens één keer per jaar en hoe dan ook voor 1 oktober van elkaar worden door de Regeringen en het College bij samenvallende besluiten met identieke inhoud :

1° de vormingsprofielen uitgewerkt door de Dienst goedgekeurd;

2° de maximumtermijn voor de uitvoering door de operatoren van de goedgekeurde vormingsprofielen vastgesteld.

Art. 30. Om de samenhang tussen de vormingsprofielen en de kwalificatieprofielen bedoeld in artikel 1,18°, te garanderen, verzoeken de operatoren de SFMQ om het conformiteitsadvies bedoeld in artikel 17, 10°.

Art. 31. Na de termijn bedoeld in artikel 29, 2°, gebruiken de operatoren de benamingen van de beroepen die vastgesteld zijn in de vormingsprofielen opgesteld door SFMQ enkel voor opties, vormingen of kwalificaties waarvoor het conformiteitsadvies bedoeld in artikel 17, 10°, gekregen is.

Art. 32. De Regeringen en het College zijn gemachtigd om bij gezamenlijke en gelijktijdige besluiten één of meerdere gemeenschappelijke modellen van documenten vast te leggen waarmee de beheersing van de kennis, vaardigheden of competenties voor een beroep van één en/of meerdere en/of van alle leereenheden van een vormingsprofiel aangetoond of gecertificeerd worden.

HOOFDSTUK VIII. — *Financiering*

Art. 33. De jaarlijkse begroting van SFMQ wordt vastgesteld op grond van de beleidsnota goedgekeurd door de Regeringen en het College.

Art. 34. De Regeringen en het College leggen bij samenvallende besluiten met een identieke inhoud vast :

1° de globale begroting van SFMQ;

2° het aantal voltijds equivalenten nodig voor de werking van de dienst overeenkomstig het kader bedoeld in artikel 2, § 1, lid 2;

3° de bijdrage, financieel en/of in personeel en/of in lokalen en materiaal van elke partij;

4° de andere middelen nodig voor de werking van de dienst.

Art. 35. De Regeringen en het College beschikken over de mogelijkheid om « Chambre de concertation et d'agrément » te vragen advies uit te brengen of een projectgroep op te richten voor de beoordeling en de validering van een bijzondere regeling die niet opgenomen is in de opdrachten van SFMQ.

De aanvraag geeft de budgetaire impact over meerdere jaren in voorkomend geval nauwkeurig aan. Als de « Chambre » de aanvraag ontvankelijk en gegrond verklaart overeenkomstig de regels vastgelegd in het huishoudelijk reglement, worden alle kosten aangerekend aan de aanvraag indienende partij.

Brussel, 29 oktober 2015, opgemaakt in drie originele exemplaren.

Voor de Franse Gemeenschap :

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Vice-President en Minister van Opvoeding, Cultuur en Kind,

Mevr. J. MILQUET

De Minister van het onderwijs voor sociale promotie,

Mevr. I. SIMONIS,

Voor het Waalse Gewest,

De Minister-President,

P. MAGNETTE

De Minister van Tewerkstelling en Vorming,

Mevr. E. TILLIEUX

Voor de Franse Gemeenschapscommissie:

De Voorzitster, Minister belast met het onderwijs,

Mevr. F. LAANAN,

De Minister van Beroepsvorming,

D. GOSUIN